

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 26 avril 1956

La séance est ouverte à deux heures et demie.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ANNONCE DE L'INVITATION À ASSISTER À DES EXPÉRIENCES NUCLÉAIRES DANS LE PACIFIQUE

L'hon. R. O. Campney (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, à propos des expériences nucléaires des États-Unis dans le Pacifique, la Chambre sera sans doute intéressée d'apprendre que le ministère de la Défense des États-Unis annonce aujourd'hui ce qui suit:

Des représentants du Canada et du Royaume-Uni ont été invités à assister à une explosion nucléaire au cours de la future série d'expériences au terrain d'essai d'Eniwetok.

Les invitations ont été faites en vertu des ententes bilatérales intervenues le 21 juillet 1955 avec le Canada et le Royaume-Uni et prévoyant l'échange de renseignements atomiques aux fins de la défense mutuelle.

L'explosion nucléaire pour laquelle ces invitations ont été adressées aura lieu après celle à laquelle assisteront les représentants des services de nouvelles et les fonctionnaires de la défense civile des États-Unis, vers le 1^{er} mai.

Je puis ajouter que le Canada a accepté cette invitation et qu'un groupe représentatif de Canadiens sera présent.

AIDE À L'EXPLOITATION DES MINES D'OR

ANNONCE DU PROLONGEMENT DES DISPOSITIONS DE LA LOI D'URGENCE JUSQU'À 1958

L'hon. George Prudham (ministre des Mines et Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, aujourd'hui, le Gouvernement a décidé d'étendre à deux autres années, soit 1957 et 1958, et au même taux, la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or. Un projet de résolution et un bill visant la mise en œuvre de ce prolongement seront soumis à la Chambre sous peu.

LA DÉFENSE NATIONALE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS EN CE QUI CONCERNE DE PRÉSUMÉES RECHERCHES AU SUJET DU "LAVAGE DE CERVEAU"

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Défense nationale une question relative

aux expériences qui auraient été faites à l'Université McGill dans le domaine du lavage de cerveau. Vu la réponse déjà donnée par le ministre à cet égard le 17 avril, je me demande si le cerveau du ministre lui-même n'aurait pas été lavé de façon à lui faire oublier qu'il était ministre en 1954 et 1955. Si toutefois il est bien rassuré à ce sujet, me permettra-t-il de lui demander s'il a appris assez de choses de son ministère pour dissiper certaines contradictions apparentes dans la réponse qu'il a donnée.

L'hon. R. O. Campney (ministre de la Défense nationale): Monsieur le président, vu certains articles parus dans les journaux, j'ai fait procéder à des enquêtes. Je n'ai à peu près rien à modifier à la réponse que je donnais l'autre jour. Je puis dire que cette déclaration était fondée sur des renseignements reçus de mes fonctionnaires. Malgré l'omniscience de certains journalistes, je persiste à dire que ces expériences ont débuté en septembre 1951 et ont été terminées vers janvier 1953, le rapport ayant été fait cette même année. Tout cela se passait avant que je devienne ministre. Il y a eu d'autres expériences ultérieures à McGill, mais elles n'avaient rien à voir avec le changement de point de vue mental des personnes dont j'ai parlé. Le même particulier m'accuse, dans les journaux, d'être resté, en ce qui concerne cette affaire, en deçà de la vérité, mais il me semble qu'eu égard au nombre d'exagérations que se permettent les messieurs d'en face, ma déclaration aurait là de quoi rétablir l'équilibre.

LES FINANCES

BANQUE DU CANADA—MOTIF DU RELÈVEMENT DU TAUX D'INTÉRÊT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. M. Macdonnell (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question, dont je lui ai d'ailleurs donné avis. Pourrait-il faire confiance à la Chambre et au pays en ce qui concerne la question du relèvement du taux de l'intérêt. Si je pose cette question, c'est plus particulièrement parce que, dans les journaux de ce matin...

Des voix: La question!

M. Macdonnell: J'ai posé la question. Si je l'ai fait, c'est que le premier ministre de l'Ontario estime que l'économie nationale a